L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 3 JUILLET 1875. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 3 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St. Charles, rue St-Charles, maison double à étage, rue de l'Hôpital, entre Roman et Dauphine.

Aussi l'agréable résidence No 49 rue des Remparts, entre Bienville et Douane.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—terrains de prix nuls et améliorés dans le Deuxième et Troisième District.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale.—Propriété face aux rues St-Pierre et Orléans, et propriété de valeur rue St-Pierre.—Aussi, rue de l'Union, entre Cascalero et Grands-Hommes, meubles, etc. à 5 heures.

P. M. rue du Maine, entre Bourbon et Dauphine, au lot de meubles.

Beaux placements.—Nous appelons tout particulièrement l'attention de nos lecteurs sur la vente qui doit avoir lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, par le ministère de M. C. E. Girardey, encanteur.

Pour renseignements voyez les annonces et les plans des immeubles à la vente.

Les embarras du Conseil de Ville.

Si le conseil des administrateurs s'était contenté de constater son impuissance résultant du réseau de lois qui entrave sa liberté d'action, il eût pu trouver une excuse dans la législation même qui lui lie les mains ; mais le Conseil veut agir quand même et arriver, par des plans particels, à se débarrasser de quelques uns des obstacles qui le gênent. Malheureusement pour lui, il n'a pas une idée bien nette de ce qu'il doit faire et lorsqu'il entreprend d'exécuter un de ces plans, dans le but de protéger mal à propos certains intérêts, il se heurte à d'autres intérêts qui lui barrent le passage.

Nous avons approuvé, en principe, la fermeture des quais, en opposition avec plusieurs de nos confrères. Mais nous avons désapprouvé le contrat qui disposait, de cinq années de revenus des quais pour payer un million de dettes, en grande partie illégales, et qui, en tout cas, ne devaient pas être payées par privilège.

Le Conseil a persisté à faire l'adjudication dans ces termes et il a signé un contrat sous le coup de procédures judiciaires faciles à prévoir et qui viennent d'arrêter la prise de possession des quais par l'adjudicataire. Après s'être avancé trop loin, le Conseil recule devant un ordre d'un juge de la Cour Suprême, bien que cet ordre ait été reçu après la signature du contrat, et il n'ose ni reprendre les quais qui ont été abandonnés, ni persister dans l'exécution du contrat. Mieux eût valu ne rien faire du tout.

Nous pouvons prédire au Conseil qu'il se trouvera dans la même situation relativement aux Waterworks, s'il persiste à exécuter le plan qu'il a conçu de céder cette propriété de la ville, en recevant en paiement des Bons de toute nature, légaux ou non, au mépris du droit incontestable des anciens actionnaires de la compagnie des Waterworks.

Ceux-ci, en effet, n'étant pas payés, useront de la faculté que leur accorde la loi en faisant rescinder la vente, avant de laisser passer leur gage dans de mains tierces.

Nouveau procès, nouvelle impasse judiciaire, voilà ce qui attend le Conseil pour les waterworks comme cela a eu lieu pour les quais.

Quant à la réalisation du plan de loterie, si favorablement qu'ait été accueilli le projet par un certain nombre de créanciers, elle nous paraît chimérique dans la situation compliquée et enchevêtrée des affaires municipales. Cette situation ne pourra être débrouillée, cela devient de plus en plus évident, que par une intervention du pouvoir législatif et la seule solution satisfaisante nous paraît devoir être l'abolition de la corporation actuelle, sa mise en liquidation par les soins d'un syndicat avec lequel les créanciers débattront leurs droits et la création d'une nouvelle corporation exempte de dettes.

Jusqu'à ce que cette intervention puisse s'effectuer, les administrateurs doivent renoncer à réaliser aucun de leurs plans, car ces plans retomberaient comme le rocher de Sisiphe. Ils doivent s'attacher uniquement à faire fonctionner les rouages de l'administration, du mieux qu'ils pourront, en utilisant, à cet effet, tout ce qu'ils pourront tirer de l'impôt. Si des injonctions leur interdisent de disposer des fonds d'intérêt, ils peuvent sans attaquer les droits de personne et sans susciter des procès, demander aux contribuables de payer seulement celles des taxes municipales qui sont afférentes aux budgets administratifs probablement dits. Ils ne violeront, en faisant cela, que des dispositions techniques de la loi, et ils pourront gagner la fin de l'année.

Des journaux qui paraissent avoir plus à cœur les intérêts des créanciers que la ville qui est aux dits contribuables, c'est-à-dire de la communauté en général, ont adressé au Conseil des reproches fort injustes et tout différents de ceux que nous lui avons faits nous-mêmes. Nous n'avons jamais vu administration en butte à des critiques plus contradictoires et plus diverses. Si nos administrateurs veulent cesser de se préoccuper des moyens de ménager tels ou tels intérêts particuliers et n'avoir en vue dans toutes leurs décisions, que le bien général de la communauté qui les a élus, ils ne réussiront peut-être pas à sortir de leurs embarras, mais ils rempliront fidèlement leur mandat et ils pourront dire à leurs constituants qu'ils ont fait ce qu'ils ont pu pour sauvegarder les droits de ceux-ci." Ce sera une satisfaction morale qu'ils n'auront pas en suivant une ligne de conduite qui, destinée à ménager des intérêts opposés, n'aboutira qu'à mécontenter tout le monde.

Nos administrateurs sont dans une triste position, car on fait peser sur eux la responsabilité d'une situation qui a été créée par le régime radical, et cette responsabilité s'ajoute injustement à celle qui provient de leurs propres erreurs de jugement. Nous voudrions les voir s'affranchir de celle-là.

MORT DE L'EX-EMPEREUR D'AUTRICHE FERDINAND.—Ferdinand 1er dont le télégraphe vient d'annoncer la mort, était né le 19 avril 1793, et il avait succédé à son père comme empereur d'Autriche le 2 mars 1835. D'un caractère faible, il avait laissé le gouvernement à son premier ministre, le prince de Metternich. Détrôné du trône par la révolution de 1848 qui le força à fuir plusieurs fois de sa capitale, il abdiqua en 1849 en faveur de son neveu François-Joseph, fils de l'archiduchesse Sophie, et il se retira à Prague où il a vécu tranquillement en évitant avec soin de se mêler de politique et de gouvernement. Nous avons publié récemment quelques détails sur sa manière de vivre qui indiquait une grande bonhomie de caractère.

Notre confrère du *Times* est dans l'erreur en supposant qu'il s'agit d'un ex-roi de Portugal du nom de Ferdinand.

LE 4 JUILLET AUX FAIR GROUNDS.—Célébration de cet anniversaire faite par la Société de bienfaisance des Commis, aux Fair Grounds. Courses, danses et grand feu d'artifice. Il y aura foule, et aussi de nouveaux chars pour transporter les visiteurs. Ces nouveaux chars, très brillants, dépendent désormais de deux grandes lignes de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, qui partent de la statue de Clayrne du Canal, et qui vous conduisent à la porte même de l'entrée principale des Fair Grounds. En prenant les chars d'Orléans, dont le service est parfait, vous ne serez pas exposés aux poussières et aux secousses désagréables des rues. Vous arriverez aux Fair Grounds sans vous être aperçus du trajet, et vous pourrez jouir sans fatigue des plaisirs champêtres de la journée.

MEUBLES! MEUBLES! MEUBLES!—Allez chez M. Jos. B. Hubbard si vous voulez des meubles à bon marché. Meubles de salon, meubles de salle à manger, meubles de chambre à coucher, vous pourrez les choisir dans son vaste et magnifique assortiment. Il y en a de riches, il y en a de simples, mais tous sont fabriqués avec le plus grand soin, et tous se vendent à des prix réduits.

Une série de questions
ADRESSÉES A L'AUDITEUR.

Nous recevons communication de la lettre suivante qui a été adressée à l'Auditeur d'Etat au nom du Comité de l'Union des propriétaires fonciers :

Nlle-Orléans, 29 juin 1875.

A Chas. Clinton, Auditeur d'Etat.

Monsieur :—Au nom du Comité Central exécutif de l'Union des propriétaires fonciers, je prends la liberté de vous poser les questions suivantes, en vous priant d'y répondre :

1. Quelle est la valeur des immeubles dans cette ville d'après l'assessement par l'Etat ?

2. Quelle est la valeur des immeubles dans cette ville d'après l'assessement par l'Etat ?

3. Quel est le taux actuel de la taxe d'Etat ?

4. Quelles sont en plein les dépenses actuelles de cet Etat ?

5. De combien, à votre avis, pourraient-elles être réduites ?

6. Quel est le montant des taxes arriérées actuellement dues à l'Etat ?

7. Dans la circulaire ci-incluse aux collecteurs de taxes, que doit-on comprendre par "pro-rata des taxes courantes" et quel est l'acte 47 de 1873 auquel vous vous référez ?

8. Nous sommes informés que des pénalités allant de 15 à 25 pour cent seront ajoutées aux taxes arriérées après le 30 courant ; cette information est-elle correcte ?

9. Vous devez savoir que depuis quelques années, il a été difficile pour ne pas dire impossible, de collecter les loyers, par suite de la chasse des $600 ; qu'un grand nombre des meilleurs locataires ont été depuis quelque temps, hors d'état de payer leur loyer, par suite de la dépression existant dans les affaires, et qu'un grand nombre de maisons sont inoccupées et continueront à l'être jusqu'à ce que les affaires s'améliorent. En raison de ces faits, ne pouvez-vous étendre le délai jusqu'à l'automne et recevoir des paiements partiels ?

10 Que ferez-vous relativement aux taxes de l'année courante qui seront impayées le 30 juin courant ? Procéderez-t-on immédiatement contre tous les délinquants ?

11. Les comptes de taxes peuvent-ils être divisés de façon que la malheureuse victime puisse payer ses taxes sur une ou plusieurs de ses propriétés, suivant que ses moyens le lui permettent, en recevant un acquit pour les dites propriétés ; et pourrions-nous recevoir sur ses autres propriétés des paiements partiels de temps à autre, en créditant les montants versés sur les comptes de taxe ?

12. Finalement, combien de propriétés en ville l'Etat a-t-il achetées pour non paiement des taxes, et combien y en a-t-il dans le nombre appartenant à des vendeurs et à des mineurs ?

Respectueusement,

C. H. TEBAULT, M. D.,
Président du sous-comité de comité central exécutif de l'Union des propriétaires fonciers.

Louisiane.

Les nouvelles des diverses paroisses de la Louisiane continuent à être favorables. Les pluies d'orage ont été assez fréquentes pour que la majeure partie des terres cultivées en aient reçu leur contingent, et ces pluies ont fait le plus grand bien aux récoltes.

Nous lisons dans le *Courrier des Opelousas* :

Nous avons eu, pendant cette semaine, plusieurs pluies bienfaisantes qui ont dû être générales dans toute la paroisse. Le maïs, surtout, avait extrêmement besoin de pluie dans certains quartiers.

Chas. B. Anderson, le second fils de M. Thos. C. Anderson, de notre paroisse, a reçu la nomination de cadet à l'Ecole militaire de West Point. C'est M. Nash, de notre paroisse, le représentant de couleur de notre district au Congrès, qui lui a accordé cette faveur.

NOUVELLES DU MIDI.—Nous continuons à emprunter à nos journaux de France les nouvelles qui se rapportent aux premières inondations du commencement de juin :

Tarbes, 13 juin.—On évalue les pertes occasionnées par les dernières inondations pour l'arrondissement de Tarbes à 250,000 fr.; pour l'arrondissement de Bagnères, à 50,000 fr.; pour l'arrondissement d'Argelès, à 300,000 fr.; soit un total de 600,000 fr. pour le département des Hautes-Pyrénées.

—On lit dans l'*Ere nouvelle* :

"Un premier tremblement de terre s'est fait sentir, à Bagnères-de-Bigorre, mercredi, à huit heures du soir. Il a été suivi, on trois violentes secousses de six à huit secondes.

"Un second tremblement de terre a été ressenti, à deux heures du matin ; il a duré huit secondes.

"Ces vives secousses, jointes à la chute des ponts de Pouzac et de Trébons, et aux autres désastres, de l'inondation, ont répandu une terreur profonde. Les nombreux voyageurs qui étaient déjà arrivés à Bagnères se sont empressés de quitter la ville, hier matin.

—On lit dans *Paris-Journal* :

D'après un on-dit qui paraît extrêmement sérieux, M. le prince de Metternich serait de nouveau nommé par Sa Majesté l'empereur d'Autriche ambassadeur à Paris.

Le gouvernement français a été, selon l'usage, consulté et n'a élevé aucune objection. C'est donc avec son agrément que ce diplomate reprendrait à Paris le poste élevé qu'il y occupait sous l'empire.

Nous ne saurions trop désirer la confirmation de cette nouvelle, car tout le monde connaît les sympathies qu'a montrées en toute occasion pour la France M. de Metternich.

—Les journaux de Saint-Pétersbourg continuent, en les atténuant un peu, les appréciations relatives à un rapprochement entre l'Angleterre et la Russie au sujet de la politique des deux nations en Asie. Il ne s'agit pas, à proprement dire, d'un traité d'alliance ou d'un engagement limité au point de vue des conquêtes futures ; mais d'un traité de démarcation des territoires que les deux Etats entendent se réserver comme marchés d'écoulement pour leur industrie et leur commerce.

—Dans la séance du 14 de la Chambre des députés de Brusse, M. Windthorst (de Meppen) a interpellé le gouvernement à l'effet de savoir pourquoi l'élection de M. Kauffmann, premier bourgmestre de Bonn, n'avait pas été sanctionnée. Le ministre de l'intérieur a déclaré que le gouvernement refusait toute réponse à cette interpellation. Cette déclaration a produit une grande sensation dans l'Assemblée.

—On a souvent parlé du mariage projeté entre Mlle Marie Stuart, duchesse de Monsieur et nièce de l'impératrice Eugénie, et le duc de Medina Coeli. Ce mariage aura lieu décidément au mois d'octobre. Après la cérémonie, les deux époux se rendront à Chiselhurst.

—On lit dans le *Courrier de Lyon* du 14 juin :

Jeudi matin, un accident a eu lieu entre la gare de Virieu et celle de Châtonnay, au moment du passage du train qui part de Lyon à sept heures vingt minutes.

Dans un compartiment de 2e classe, l'on avait mis une jeune dame avec trois enfants et une nourrice. L'un des enfants âgé de cinq ans, en se penchant à la portière, vint à tomber sur la voie. Il allait retenir la pauvre mère pour qu'elle n'ouvrit pas la portière et ne se précipitât pas au dehors, malgré la vitesse du train. Mais au des voyageurs se hâta de descendre de marchepied en marchepied jusqu'à la machine qui stoppa. On courut vite en arrière, et à 3 ou 3 kilomètres on retrouva le petit enfant qui, jouait, sans aucun mal, sur la voie.

On le rapporta aussitôt à sa mère, folle de joie, et le train entier éclata en applaudissements en voyant revenir les sauveteurs. Quant au voyageur dont la hardiesse et la présence d'esprit ont été si utiles, il n'a pas voulu faire connaître son nom.

—Une jolie historiette du *Soir* :

Un député, représentant un département du Midi, M. Z...., se plaignait amèrement de son sort à Pantendu : il était maladroit, inintelligent, bonapartiste, etc., etc. Bref, son maintien était une honte pour la France, un danger pour la patrie.

On s'avisa donc fait le préfet à M. Z. On chercha ; on finit par trouver.

Interrogé par un de ses collègues, M. Z. lui répondit que le préfet lui avait dit :

"Vous êtes un imbécile !

Dame ! ces choses-là ne se pardonnent pas.

Il y a huit jours, le collègue qui avait obtenu l'aveu eut l'occasion de causer avec le préfet.

—Je vous ai vu dans le temps, lui dit-il, et un imbécile.

—Il a tort de le répéter, je le lui avais dit sous l'air confidentiellement.

—Un bourgeois va marier sa demoiselle à un mécanicien du chemin de fer du Nord.

—Votre gendre a une position bien dangereuse, lui dit-on.

—Oui, mais il mène toujours un *certain train*.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Mutations.

De nombreuses mutations ont eu lieu depuis quelque temps dans les divers départements de l'administration fédérale. M. Parker, notre nouveau maître de poste, en a opéré plusieurs dans ses bureaux. Il vient encore de transférer M. Samuel Bromberg, le proposé aux mandats sur la poste, à la section des journaux. Ce n'est d'ailleurs qu'un changement de position. M. Parker surveille personnellement tous les départements de la poste et administre, nous le savons, avec beaucoup d'ordre et de méthode.

L'affaire de l'auditeur Clinton.

L'interrogatoire des témoins a donné lieu à de longs débats entre les avocats chargés de soutenir l'accusation et les avocats de la défense. Le légiste Hawkins est intervenu Lequemment et a échangé des paroles très vives avec l'avocat général Field. Les détails n'offriraient qu'un médiocre intérêt à nos lecteurs ainsi nous nous bornerons à citer les noms des témoins entendus. Geo. Drury, commis du Bureau de Liquidation, a donné à la Cour quelques explications sur le paiement de certains warrants. Le trésorier, d'Etat, M. Dubuclet, a été entendu ensuite. L'affaire menace de traîner en longueur.

Le cadet Wilkinson.

Le cadet Wilkinson, récemment reçu à l'école navale d'Annapolis, vient d'arriver en général E. L. Gibson, auquel il doit sa nomination, la lettre suivante :

Navire des Etats-Unis Santee,
25 juin 1875.

Cher Général : C'est avec un grand plaisir que je vous informe de mon succès à l'examen du 23 courant. Notre classe a été envoyée pour tout l'été à bord de la frégate Santee.

Avec tous mes remerciements pour la nomination que je vous dois et espérant n'être jamais indigne du service dans lequel je viens d'entrer, je vous prie de me croire sincèrement, etc.

GEO. ERNEST WILKINSON, U. S. N.

Plainte amusante.

Nous avons reçu une plainte signée "Plusieurs pauvres ouvriers" que nous ne pouvons insérer parce que ses auteurs ne nous ont pas fait connaître à nous ce que qu'elle contient des insinuations dont nous n'avons pas vérifier l'exactitude. Les ouvriers, qui peuvent avoir été victimes de l'abus de confiance dont la communication parle, ont le droit de porter plainte contre ceux qui les ont trompés.

Un homme assommé sur la Levee.

La liberté de la presse, la liberté de la parole, la liberté d'association, qui sont le texte inépuisable des harangues politiques, ne sont pas les seules que nos gouvernants doivent défendre et protéger. Il y a aussi celle dont le travail qui menace d'être supprimé de la place du public ou de certaines sociétés. Quand une de ces sociétés a fixé arbitrairement un tarif pour un travail quelconque, elle prétend imposer sa volonté à tous ceux qui y cherchent un moyen de gagner leur vie, et si l'on ose travailler au-dessous du prix arrêté par les chefs on est tout simplement assommé.

C'est ce qui vient d'arriver à M. Thomas Hastings. Il surveillait, jeudi soir, le déchargement d'un bateau à vapeur, au pied de la rue Gravier, mais les travailleurs qu'il avait engagés avaient, nous le croyons, accepté pour leur temps et leur peine un prix qui ne convenait pas à une autre bande de travailleurs moins nombreux.

N'ayant pu décider les employés de M. Hastings à abandonner leur travail, leurs camarades, au nombre d'environ deux cents, se sont vengés sur le "contracteur" en le rouant de coups. Chaque nègre armé d'une latte, le flagellait à tour de bras, et il serait certainement mort sous la fouet si la police n'avait fort heureusement fait son apparition.

Nous craignons qu'il n'y ait pas assez d'égards aux délicatesses des baïonnettes dans le désordre relaté ci-dessus et nous demandons que le chef de la police devrait y maintenir une force suffisante pour prévenir des scènes de violence semblables à celle qui a failli coûter la vie à M. Hastings.

Chronique officielle.

M. E. D. Estilette, speaker de la Chambre des Représentants, est parti pour New York mercredi soir par le chemin de fer de Jackson.

Les Régates du 19 Juillet.

Les régattes qui auront lieu le 19 juillet au lac Pontchartrain, promettent d'être extrêmement brillantes. On sait que les canotiers créoles ont adressé des invitations aux clubs des villes maritimes du Sud. Ceux de Galveston, de Mobile et de Charleston les ont acceptées et arriveront ici à temps avec leurs canots. On nous assure même qu'ils sont attendus dimanche ou lundi prochain.

En attendant, le *St-John Rowing Club*, a établi son quartier général à Milneburg, chez Déphchaud, où s'équipage qui doit prendre part à la joute s'exerce tous les jours au vieux lac, dès 5 heures de l'après-midi à 8 heures du soir.

Nous n'aurons jamais eu, selon toute apparence, de plus belle fête nautique que celle du 19. Nous publierons dimanche, si tout se groupe sous la pression, la liste de cabots qui doivent figurer dans les régattes.

Trop de patriotisme.

Frank Bernard et James Murphy s'étaient promis de célébrer dignement le 4 juillet. Pour fêter ce glorieux anniversaire, il faut avant tout des pétards. Mais pour avoir des pétards l'argent est indispensable, et nos jeunes patriotes n'en avaient pas. Ne pouvant les acheter ils se sont décidés à les emprunter à M. John Hunt, rue Carondelet, en lui subtilisant une boîte de *fire-crackers*. Mais l'escamotage ne s'était pas opéré assez rapidement pour que M. Hunt n'y vît que du feu, et ne se soucîant qu'on le mît gratuitement à son inflammable marchandise, même pour célébrer *la glorious forth*, il a fait arrêter nos jeunes larrons et a repris sa boîte. Ces derniers passeront le 4 juillet en prison.

Accidents.

Le Dr. M. H. Milner, demeurant rue Marengo près de Magazine, croyant entendre du bruit dans sa cour jeudi, vers deux heures du matin, y est descendu armé d'un pistolet. Il avait le doigt sur la détente et l'ayant pressée sans y penser le coup est parti et la balle l'a blessé à la main gauche.

—M. Edmonds, propriétaire du café situé au coin des rues Ursulines et Vieilles-Loyes, a été précipité hier matin d'une charrette, dans la rue du Canal, et a été légèrement contusionné.

Accident aux jetées.

Un malheureux ouvrier nommé Jas. Carrahar, dont la famille réside à Jefferson City, a été gravement la victime d'un accident qui lui a fracturé la jambe droite. Il travaillait près d'une machine à enfoncer des pilotis lorsque n'étant un peu trop avancé il a été atteint à la tête par l'énorme marteau. Une partie du crâne a été emportée et la blessé lui pas pardonné à expirer.

Voyage en prison.

A. Johnson, travailleur ; Diana Walker, blanchisseuse ; John Walker, garçon de salle à manger ; Alex. Bartel, peintre ; Thos. Williams, charpentier, et Phillippe Joes, cuisinière, ont été arrêtés, dans la nuit de jeudi à vendredi, au coin des rues Hattiesée et Dryades, sous la prévention de tapage nocturne. On se battait un peu dans l'assemblée, cuisinière contre blanchisseuse, peintre contre charpentier. Les représentants de tous ces corps de métier ont comparu devant le juge qui les a condamnés chacun à cinq piastres d'amende ou à dix jours de prison.

La guerre contre les marchés particuliers.

Il y a eu encore des arrestations hier pour violation de l'ordonnance 448 relative aux marchés particuliers. Voici les noms des personnes appréhendées : Michael Munch, John Orben, M. Fisher, Jean P. Vella et Nicolas Cherry. Ils tenaient des *private markets* dans le troisième district.

Chien enragé.

Un chien enragé a été tué jeudi au coin des rues Toulouse et Royale.

TEMPERATURE.—3 juillet 1875.

Thermomètre de C. DURAND, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	74	23
12 M.	87	31
3 P. M.	90	32
6 P. M.	87	31

—Deux pensées de M. de Rémusat copiées sur un album par M. Ph. Addebrand, le chroniqueur de l'*Illustration* :

1843—Il faut aimer ses amis comme les amateurs aiment les tableaux. Les amateurs ! ils ont les yeux attachés sur les beaux endroits et ne voient pas les autres.

1873.—(C'était à l'époque de l'antagonisme avec M. Barodet).—L'esprit de conservation n'exclut pas l'esprit de progrès. Se conserver et se développer, ce sont les deux formes de la vie.

Il faut rénéter à satiété son joli billet à M. Guillaume Guizot fils, qui lui avait envoyé son livre : *Méandre et ses temps*.

"Il y a de jolies choses dans votre livre, trop de jolies choses. Les bluets sont jolis dans les blés, mais il ne faut pas trop de bluets."

APPEL
EN FAVEUR
des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Il y a un mois à peine, les rapports reçus du Midi de la France, annonçaient que les récoltes présentaient une apparence magnifique et tout semblait promettre à cette région une année prospère et heureuse. Hélas ! Quelques jours ont suffi pour couvrir d'un voile de deuil les riantes vallées qu'arrosent la Garonne, le Tarn et l'Adour. Aux désastres déjà considérables occasionnés, au commencement du mois de juin, par des pluies torrentielles, est venue s'ajouter une effroyable dévastation produite par une inondation, dont il n'y a pas d'exemple dans les temps modernes. Une forte prématurée des neiges a déversé dans tout le bassin de la Garonne et de l'Adour, des montagnes d'eau qui, ajoutant aux flots déjà débordés des rivières, ont jeté partout la ruine et la mort. Les dépêches télégraphiques ne nous donnent, sans doute, qu'une idée imparfaite de la désolation qui a remplacé dans les villes, les villages et les campagnes la joie et l'espérance.

Pour que des quartiers d'une grande ville, des ponts en pierres comme ceux de Toulouse et de Tarbes, des villages entiers aient été détruits par les eaux, il faut que le fléau ait eu une puissance dévastatrice sans précédents, et le cœur se serre à la pensée des ravages et des ruines que les flots ont causés sur leur passage.

Cette catastrophe inattendue a pris les proportions d'une calamité nationale. Le chef de l'Etat, l'Assemblée et les populations de toutes les parties de la France ont noblement répondu aux cris de détresse qui leur arrivaient des régions inondées. Mais le désastre est incalculable et il ne pourra être réparé que partiellement par les contributions publiques et particulières.

Plusieurs milliers de personnes ont péri et bien des familles vont rester sans soutien. Dix milles personnes, nous dit une dépêche, n'auront pendant des mois d'autres moyens de subsister que les ressources qui leur seront fournies par la charité publique. Nous ne savons à combien de milliers s'élève le nombre de ceux qui ont perdu avec leur récolte de cette année, leurs animaux, leurs instruments aratoires et les éléments de plusieurs récoltes à venir.

En présence d'un si grand malheur, nouvelle épreuve qui frappe la France au moment où elle se flattait d'avoir déjà réparé les pertes matérielles que lui avait fait éprouver une guerre funeste, les Français s'oublient à l'étranger ne pouvaient rester insensibles aux souffrances de leurs compatriotes.

Sur l'invitation de quelques-uns d'entre eux un assez grand nombre de français habitant la Nouvelle-Orléans se sont assemblés et ont constitué un comité qu'ils ont chargé de recueillir des souscriptions pour venir au secours des victimes de cette terrible inondation.

Le comité adresse cet appel à tous ses compatriotes de la ville de la Nouvelle-Orléans et des paroisses de la Louisiane avec la conviction profonde qu'il sera bien accueilli partout.

Le comité n'ignore pas la gêne et la misère qui pèsent malheureusement sur toutes les classes de la population en Louisiane, mais il pense que chaque français voudra, pour cette occasion exceptionnelle, contribuer dans la limite de ses moyens et de l'possible, au fonds de secours qui sera envoyé en France comme témoignage de sympathie ouvers cœurs de nos compatriotes du Midi qui ont été atteints par le fléau.

Si le comité de fait pas un appel direct à la population louisianaise, qu'il a témoigné d'une façon si généreuse de ses sentiments d'humanité et de ses sympathies pour la France à l'occasion de la dernière guerre, c'est qu'il ne lui paraît pas convenable, dans les conditions exceptionnelles qui ont imposé de si lourds fardeaux à la Louisiane, de demander à d'autres qu'à ceux qui sont très en France, de s'imposer un nouveau sacrifice. Mais ce sera avec un profond sentiment de reconnaissance qu'il recevra les contributions qui lui seront envoyées par tous les amis de l'humanité et de la France qui résident en cet Etat.

Le comité prie instamment tous ceux qui sont disposés à contribuer à l'œuvre de secours, de vouloir bien remettre leur grande aumône aussi que possible, afin que l'envoi des fonds puisse être effectué dans un bref délai. Donner à propos est donner doublement.

Cette recommandation s'adresse à ceux de nos compatriotes des paroisses qui seront disposés soit à envoyer leurs contributions directement au comité, soit à organiser eux-mêmes des comités locaux.

Les porteurs de listes sont également priés d'effectuer du premier versement des sommes qu'ils auront déjà recueillies, du 15 au 20 courant, entre les mains du trésorier.

Le comité fait appel, pour l'aider à remplir dignement sa mission, au concours de tous ses compatriotes et de toutes les dames généreuses qui savent compatir à l'infortune.

Nouvelle Orléans, 2 juillet 1875.

Au nom du comité de souscription,
Le président,
FÉLIX LIMET.

Le secrétaire,
V. J. REMONDET.

SOUSCRIPTION
EN FAVEUR
des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Des listes de souscription pour venir au secours des malheureux victimes de l'inondation dans le Midi de la France, sont déposées aux adresses suivantes :

Membres du comité :

Président honoraire : M. le VICOMTE D'ARJAC, consul de France, rue St-Louis ;
Président : FÉLIX LIMET, bureaux de l'*Abeille* rue de Chartres No 73 ;
Vice-présidents : Joseph Girod rue du Maine No 72 ;
Edgar Larue, Cour Galtier ;
D. Pochelu, rue du Canal No 102 ;
G. Mayliè, rue Calliope No 83 ;
Alex. Hausse, au City Hotel ;
Th. Foresi, rue Hancock, (3e district.)
Hte. Salomon, rué Vieille-Levée No 28 ;
L. Tarle, hôtel Washington, à Milneburg ;
F. Tujague, rue du Chartres No 14 ;
D. A. Chalfraix, rue la Douane No 54 ;
Rédacteur du *Propagateur Catholique*, rue Royale No 167 ;
Trésorier : J. B. Camors, rue Toloupitoulas No 61 ;
Secrétaire : J. B. Mondiegt, banque des Workingmen, rue du Canal No 94 ;
Membres : Ernest Méritt, maison A. Rochereau & Co., rue St-Louis ;
Léon Godchaux, rue du Canal No. 81 ;
Jean Schweitzer, rue Royale No. 166 ;
E. Guillemet, rue la Nouvelle-Orléans No. 59 ;
B. Asthony, coin Urselines et Peters ;
J. P. Dubarry, Marché Dryades ;
Théo. Gollain, coin du Maine et Vieilles-Levées ;
Jules Manaux, coin Poydras et Remparts ;
P. Gendre, rue des Magasins, coin Peniston, (6e district) ;
L. Rousselin, Marché Ste-Marie ;
L. Gregoire, rue Poydras No. 222 ;
J. Bayle, rue de Chartres No. 40 ;
J. Sonac, rue Ste-Anne, coin Chartres ;
G. Bonnecarrère, maison Blanche, rue du Canal ;
Arthur Jaric, restaurant Boudro, Milneburg ;
M. Verpoleie, rue Decatur No. 73 ;
P. Canteron, rue Bienville No 441 ;
P. Marcuq, rue Baronne, coin Poydras ;
John Strouse, rue Bourbon No 16 ;
R. de Gne, rue Commune No. 104 ;
J. P. Dutrey, Marché Dryades ;
C. Gouzy, rue des Français No. 133 ;
J. Deseq, rue Vieille-Levée No. 53, coin Bienville ;
Léon Vallon, rue Gravier No. 182 ;
J. Ségasaie, rue Vieille-Levée No 17 ;
R. Lafon de Ladebat ;
A. Walz, rue Conti No. 24 ;
L. Chaplain, rue Royale No. 13 ;
L. Grand, cour Gallier rue Carondelet ;
Emile Grand, rue Bourgogne No. 96 ;
B. Bobb, marché Dauphine ;
Antoine Alciator, rue St. Louis No 65 ;
St. Cyr Fourcade, rue du Canal, coin Remparts ;
F. Carrère, rue Peters No 8 (2e District) ;
André Madibes, marché Poydras ;
A. Jas, rue de Chartres No 103 ;

Francois Carraza, aux Abeilles :
A. Bouzigues, rue Royale No 211 ;
Jacques Alt, encoignure Pologne et Amour ;
Paulin Petitjon, à St. Jean Baptiste ;
E. Chipon, à Algiers ;
A. Dudonsat, Passage de la Bourse No. 136.

—Une amusante cordonnerie de Monroe la pêche, raconte-t-on dans le *Paris-Journal*.

Un jour de lessive, il arrive, ayant tous les autres, portant le linon de la semaine. Il met une bûche sur chaque fauteuil et prend place lui-même au siége de la présidence.

L'auteur entre :

—Monsieur, dit Monroe en se levant, vous pouvez commencer la lecture : le Comité vous écoute !

— 30 —

La santé est une chose capitale.—Qui peut en douter ? Ne voyez-nous pas tous les jours les hommes vigoureux, ayant une bonne santé entretenue à la caserne, s'effacer faibles retour en France. La santé donne l'énergie et la force, qu'une totalitéguisée sans conçoit, un corps sain promptement l'exécute. L'homme fort surmonte t-on bond les difficultés qui arrêtent l'invalide. Si nous voulons réussir, ayons d'abord une bonne santé. La première chose à faire pour arriver à cela, c'est de rallier les énergies dispersées du système. Cogne l'ébranler du pouvoir vital en désordre, le tonique des "Hostetter's Stomach Bitters" est justement recommandé de prédilection à tous les estomacs languissants et sa popularité est le sujet de démonstrations quotidiennes. Mais n'ayez beaucoup plus qu'un simple restaurateur de la force physique : c'est un prompt et remède pour les irrégularités de l'estomac, particulièrement de l'estomac, des intestins et du foie, et un préservatif certain contre les maladies causées par les miasmes, l'eau impure, l'équinoxe. Les "Hostetter's Stomach Bitters" en combattent les mauvais effets d'une manière invariable.

Payez vos Licences.
On les délivre à très bas prix
—CHEZ—
J. BRETTE,
14 — rue St. Charles, — — 14
4 juin—1m

Sociedad Union Española de Beneficencia Mutua. — Asamblea General. — Los miembros que componen esta sociedad se servirán reunirse en el local " Lorin Parocin" seguro Domaine y San Claude, el lunes á del corriente mes, á las 7 de la tarde, para lo dispuesto en la asamblea General celebrada el dia 3 de julio de 1871.

Se requiere la mayor puntualidad.
Por orden del Presidente,
José MUÑIZ, V. PUANELLAS,
Secretario. 1er julio—1r.

AVIS.—Une assemblée régulière du Conseil Central de l'Union des propriétaires aura lieu, au "Hawkins' saloon," MARDI, 6 du courant, à sept heures et demie du soir.

ARCHIBALD MITCHELL,
Président.
E. RICHARDSON,
Secrétaire. 2 juillet—1r.

Hi-Bernard Steam Engine Fire Co. No 4 Paroisse St-Bernard, 2 juillet 1875. — Assemblée régulière LUNDI, 5 juillet 1875, à sept heures et demie du soir, au 91 Bernard Club Room, Hoch Chemins.

La présence est requise.
Par ordre du Président,
E. LUSSIER, secrétaire. 2 juillet—1r.

RESTAURANT
DE TOUTES LES SAISONS,
135 rue de Chartres, en face de la rue Bienville.

M. JULES MAILLARD, propriétaire de ce restaurant, informe le public qu'on a ouvert cet établissement d'excellents repas à des prix d'une modération extrême. Le dîner de 25 cts ; ce dernier repas comprend : soupe, poisson, entrées, légumes, rôti, dessert et café. Le tout varie chaque jour. M. Maillard informe également les personnes de la campagne qu'il tient des chambres meublées et est tout le confort désirable s'y trouve.
2 juillet—3m.

Graines d'Oiseaux.
REÇU et à vendre par JOSEPH BARBA,
253 Vieille-Levée—20 sacs "Canary Seed."
2juil.—8r

WORKINGMEN'S BANK.
DÉPARTEMENT DES EPARGNES.
No 74 de la rue du Canal.

L'intérêt des dépôts pour les six derniers mois sera payé, sur demande, à dater du 1er juillet courant.
J. B. MONDIEGT,
1er juil—8r. Caissier.

Propriétés à vendre et à louer

A vendre pour cause de départ
LA jolie résidence rue (lower) No 50, entre Chartres et Royale, autrefois propriété de V. Zymanski.
S'adresser à
P. E. BRULATOUR.
1er juil—6t. 114-116-120 rue Royale.

Boulangerie.
A LOUER. Une boulangerie bien achalandée, bien établie sur américain, avec ou sans fours. S'adresser à
J. B. CAMORS & Co.
1er juil—1 mois. 61 rue Tchoupitoulas.

Epicerie-Grocerie à vendre.
GROCERIES
A vendre pour cause de changement d'affaires un Café et de la Grocerie situées à l'encoignure de Phillipe et Remparts. Cet office à vendre à un prix très raisonnable.
L'installation consiste en deux Comptoirs, un pigeon Hole, des Tables Chaises, Vitres, Portes à jalousie, Glacières, Balances, Caisse à boîte de 60 gallons, Etagères, etc., etc., ainsi que la balance de mes marchandises.
1er ju